



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

élection présidentielle

Question au Gouvernement n° 3979

Texte de la question

POLITIQUE SOCIALE

M. le président. La parole est à Mme Christiane Taubira, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Mme Christiane Taubira. Monsieur le Premier ministre, depuis jeudi dernier à Annecy, la France entière en est témoin, la violence verbale est de retour (*Vives exclamations sur les bancs du groupe UMP*), avec une nouvelle escalade dimanche, à Marseille.

Cette violence verbale s'ajoute à la violence financière exercée sous un quinquennat qui a divisé par trois l'imposition des fortunes supérieures à 3 millions d'euros tout en fiscalisant les indemnités journalières des victimes d'accidents du travail. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC. - Huées sur les bancs du groupe UMP.*)

M. le président. Un peu de calme, mes chers collègues.

Mme Christiane Taubira. Cette violence verbale s'ajoute à la violence économique des fermetures d'entreprises, avant que le pouvoir ne songe à mobiliser ses amis - probablement, hélas, pour une durée déterminée.

Cette violence verbale s'ajoute à la violence symbolique d'un État partial, agressif contre les pauvres (*Protestations sur les bancs du groupe UMP*), les chômeurs, ceux que menace le déclassement social alors que, dans le même temps, le pouvoir place ses amis à la tête d'entreprises. Aurélie Filippetti vient de rappeler le cas de l'entreprise Veolia, et M. Alain Minc pourrait, semble-t-il, être nommé à la tête d'une société d'autoroutes. Dans le même temps, le président-candidat semble découvrir les vertus cachées du référendum après avoir refusé d'y soumettre le traité de Lisbonne en 2008, comme nous le demandions, ou le changement de statut de La Poste. En vérité, comme à son habitude, le président-candidat joue : il joue le peuple contre les institutions publiques comme il a joué le congrès de Versailles contre le référendum sur le traité constitutionnel européen. Comme à son habitude, il dresse les uns contre les autres, les ouvriers contre les enseignants, les policiers contre les magistrats. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC. - Nouvelles protestations sur les bancs du groupe UMP.*)

Monsieur le Premier ministre, la manipulation serait-elle l'arme cardinale d'une campagne menée en ce moment avec l'énergie du désespoir ? Les seules réponses aux questions de l'opposition seraient-elles les éclats de voix de la porte-parole du Gouvernement ? (*Vifs applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

M. Jean-Pierre Brard. Très bien !

M. le président. La parole est à Mme la ministre du budget, des comptes publics et de la réforme de l'État, porte-parole du Gouvernement.

Mme Valérie Pécresse, *ministre du budget, des comptes publics et de la réforme de l'État, porte-parole du Gouvernement*. Madame Taubira, vous parlez de violence...

M. Alain Gest. Elle sait de quoi elle parle !

Mme Valérie Pécresse, *ministre*. Permettez-moi de vous dire qu'il serait temps de mettre fin à la caricature que vous donnez de la politique du Gouvernement. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

Avant Nicolas Sarkozy, des pans entiers des rémunérations des plus riches n'étaient pas fiscalisés ! Les *stock options*, les retraites chapeaux, les parachutes dorés, les bonus des traders, toutes ces rémunérations ont été fiscalisées.

Avant Nicolas Sarkozy, sous Lionel Jospin, un ménage qui gagnait un million d'euros pouvait ne pas payer d'impôts sur le revenu grâce aux niches fiscales. Ces niches fiscales, nous les avons plafonnées. *(Huées sur les bancs du groupe SRC.)*. Grâce à nous, ces mêmes ménages financent désormais 335 000 emplois ! La vérité, madame Taubira, c'est que jamais les filets de protection sociale n'ont été aussi solides. Nous avons instauré le bouclier social, le revenu de solidarité active qui a permis à 150 000 ménages de sortir de la pauvreté,...

M. Bruno Le Roux. Assez !

Mme Valérie Pécresse, *ministre*. ...nous avons augmenté de 37 % les dépenses sociales de l'État en faveur des plus fragiles, de 25 % l'allocation d'adulte handicapé, de 25 % le minimum vieillesse.

N'ayez pas la mémoire sélective, soyez honnête intellectuellement, arrêtez les mensonges ! *(Vifs applaudissements sur les bancs du groupe UMP. - Huées sur les bancs des groupes SRC et GDR.)*

Données clés

Auteur : [Mme Christiane Taubira](#)

Circonscription : Guyane (1^{re} circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3979

Rubrique : Élections et référendums

Ministère interrogé : Budget, comptes publics et réforme de l'État

Ministère attributaire : Budget, comptes publics et réforme de l'État

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 22 février 2012

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 22 février 2012